11e année — N° 203 — 25 Juillet 1935

Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Les décrets-lois Laval - Herriot - Frossard



Seule, l'action directe sera efficace !

Fonctionnaires, ne l'oubliez plus en suivant les cortèges du Front populaire. Désormais, ne comptez que sur vous-mêmes, n'ayez confiance qu'en votre effort syndical.

la Révolution prolétarienne

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

54, rue du Château-d'Eau — PARIS (Xe)
(Métro : Château-d'Eau ou Lancry)

Téléph. : **BOTzaris 24-55**

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois..........	10 fr.
Six mois...........	20 »
Un an.............	40 »

EXTERIEUR

Trois mois..........	13 fr.
Six mois...........	26 »
Un an.............	50 »

◆

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration
à la *Révolution Prolétarienne*
54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte de chèques postaux :
« Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;*

2° *De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;*

3° *De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;*

5° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

SOMMAIRE

◇◆◇

CONTRE LA GUERRE ! CONTRE L'UNION SACRÉE !

« M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. »

(Communiqué Laval-Staline.)

L'importance de cette déclaration faite au ministre des Affaires étrangères de France oblige tous les militants ouvriers, soucieux de leurs responsabilités, à exprimer publiquement leur émotion et leur inquiétude.

La déclaration de Staline, accepté comme chef par une fraction importante de la classe ouvrière, compromet la lutte traditionnelle menée, depuis la Première Internationale, par les organisations ouvrières contre le militarisme et la guerre. *Elle remet en cause la leçon si chèrement payée que le mouvement révolutionnaire a tirée de la guerre de 1914.*

Le souci de ne pas nuire à l'unité d'action heureusement réalisée entre les deux grands partis prolétariens, et de ne pas retarder l'unité syndicale que l'on espère très proche, ne peut condamner au silence des militants qui ont toujours fourni d'ailleurs des efforts patients et tenaces pour mettre fin aux luttes fratricides entre les différentes organisations et fractions du prolétariat; *car l'unité n'est ni l'abdication, ni l'étouffement.* Elle laisse à chaque prolétaire le droit de penser librement, elle lui impose le devoir de parler franchement à ses camarades d'atelier et de combat.

◇◆◇

Nous ne pouvons donc accepter toute politique qui aboutirait, directement ou indirectement, à river les exploités aux exploiteurs, à faire partager aux ouvriers et paysans français les responsabilités des maîtres de l'industrie et de la finance auxquels, pour le passé comme pour l'avenir, aucune solidarité ne peut les lier. NOUS NOUS REFUSONS A CHOISIR ENTRE LES IMPERIALISMES QUI SE DISPUTENT LE MONDE. Il n'y a pas, pour nous, de bons ou de mauvais impérialismes, des impérialismes pacifiques et des impérialismes belliqueux, des peuples loups et des peuples agneaux. Tout impérialisme, quelles que soient sa couleur, son évolution, les variations de sa politique, les hypocrisies de sa propagande, demeure, pour tous les travailleurs, un ennemi qu'il faut combattre et abattre.

Prolétaires français, nous n'oublions pas notre tâche particulière, notre devoir impérieux, de lutter chez nous, contre notre ennemi national, et pour cela définir les responsabilités propres de notre impérialisme, de notre bourgeoisie, dans la situation actuelle. *Par sa politique de maintien des traités de 1919 qui ont balkanisé l'Europe, par son refus d'accepter tout projet sincère de désarmement, par sa politique coloniale inique et sanglante, par son militarisme claironnant et provocant, le capitalisme français — ses banquiers, ses industriels, ses militaires — prépare la guerre;* IL A FAVORISE LE DEVELOPPEMENT DE TOUS LES NATIONALISMES, IL A CONTRIBUE A LA VICTOIRE DE HITLER.

Il est évident que tout ralliement de notre part à la guerre qui menace impliquerait l'union — sous les drapeaux — avec nos propres éléments fascistes et par conséquent l'anéantissement du mouvement ouvrier, la faillite de l'idéal socialiste, l'étouffement pour une durée indéterminée de toute possibilité révolutionnaire.

Participer de notre gré à la guerre contre un fascisme extérieur pour défendre ce qui subsiste en France de démocratie serait conclure un marché de dupes. Sous l'état de siège comme sous le fascisme, il n'y a plus trace de pensée libre. La démocratie politique fait place à la dictature militaire ; tout est soumis à la plus monstrueuse des raisons d'Etat.

Comme le fascisme, la guerre n'est possible que par l'affaiblissement, la défaite provisoire du prolétariat.

Enfin, pour combattre un fascisme étranger, nous n'acceptons pas de confondre notre lutte avec celle que mènerait contre lui, à des fins que nous répudions, notre propre impérialisme.

Contre l'hitlérisme — que nous haïssons d'une haine implacable—nous refusons de confondre notre lutte avec la politique d'encerclement de l'Allemagne qui a été l'une des causes immédiates de la guerre de 1914 et qui, en 1935, identifie les travailleurs allemands à leurs bourreaux et les livre à la démagogie nationaliste des nazis.

CE N'EST PAS D'UNE GUERRE IMPERIALISTE MAIS DE LA LUTTE SOCIALE QUE NOUS ATTENDONS LA CHUTE DU REGIME HITLERIEN.

Les révolutionnaires clairvoyants groupés en 1792 autour de Robespierre et de Marat avaient lumineusement prévu les conséquences de la déclaration de guerre à l'Autriche. *Après eux, nous répétons que l'on ne porte pas la liberté aux peuples à la pointe des baïonnettes..., ni sur l'aile des avions de bombardement.*

◇◆◇

Nous demandons au prolétariat français d'affirmer à tous les prolétariats, et particulièrement aux prolétariats d'Allemagne et d'U.R.S.S., qu'il n'accepte pas plus la responsabilité des derniers accords diplomatiques et militaires qu'il n'accepte celle du traité de Versailles.

Nous voulons opposer l'unité ouvrière à l'Union sacrée que l'on nous prépare.

Nous voulons opposer à toute alliance entre gouvernements, l'action solidaire du prolétariat international, seul capable de défendre efficacement les conquêtes de la révolution d'Octobre et de garantir ou de rétablir les libertés ouvrières dans le monde.

Nous adjurons fraternellement tous les prolétaires, tous les militants révolutionnaires — qu'ils soient socialistes, communistes, anarchistes, syndicalistes — de signer avec nous cette déclaration, de participer avec nous à une Conférence nationale au cours de laquelle on décidera des moyens pratiques de lutte *contre la guerre* et *contre l'Union sacrée.*

Les 10 et 11 août prochain, à l'Hôtel de Ville de Saint-Denis première Conférence Nationale des adversaires de la guerre et de l'union sacrée

Le texte qu'on vient de lire, édité en tract par le Comité d'organisation, a d'ores et déjà reçu l'approbation d'un certain nombre d'organisations et de près de 1.500 militants de toutes tendances.

Ces organisations et ces militants sont conviés à participer à la première Conférence Nationale qui aura lieu le SAMEDI 10 AOUT (après-midi) et le DIMANCHE 11 AOUT (toute la journée), à l'Hôtel de Ville de Saint-Denis.

L'ordre du jour de la conférence est ainsi fixé :

1° *La situation politique actuelle et les menaces de guerre après le pacte franco-soviétique et la déclaration de Staline;*

2° *Caractères qu'auraient les guerres à venir. Formes possibles de l'union sacrée;*

3° *La solidarité internationale et les moyens de lutter contre la guerre;*

4° *Organisation d'un mouvement contre la guerre et contre l'union sacrée.*

Les militants et les organisations désireux d'adhérer au manifeste ci-dessus et à la conférence sont priés d'envoyer d'urgence leur adhésion aux secrétaires du Comité d'organisation, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e.

Des exemplaires du tract sont à leur disposition. Qu'ils en demandent d'urgence le nombre nécessaire à leur propagande.

Une souscription est ouverte pour couvrir les frais. Adresser les fonds à la trésorière du Comité, la camarade Lucie Colliard, 4, avenue Anatole-France, Clichy (Seine), chèque postal Paris 1580-48.

Une carte d'adhésion à la conférence sera remise à l'entrée de la salle contre le paiement d'une somme de 2 francs pour participation aux frais.

Pour se rendre à l'Hôtel de Ville de Saint-Denis, un autobus direct, le 53, place de la République-mairie de Saint-Denis. On peut prendre cet autobus au métro Porte-de-la-Chapelle.

Les Jeunesses socialistes de la Seine contre la défense nationale

L'Entente des jeunesses socialistes de la région parisienne a tenu son congrès le dimanche 21 juillet au Pré-St-Gervais. On sait que cette organisation, forte de près de 2.000 jeunes travailleurs, a donné son adhésion officielle au Comité contre la guerre et contre l'union sacrée.

Le congrès du Pré-St-Gervais lui a fourni l'occasion d'affirmer une fois de plus — et vigoureusement — ses sentiments irréductiblement opposés à toute défense nationale, à toute nouvelle union sacrée. Répondant au discours de salut du représentant des jeunesses communistes, Fred Zeller a nettement marqué que les jeunes socialistes ne comprenaient ni n'approuvaient les mesures de guerre du capitalisme français — et ce sous les applaudissements répétés du congrès. Le président de séance, Lissansky, ajouta que, pour les jeunes socialistes de la Seine, le vrai et le seul moyen de défendre l'Union soviétique, c'est de faire, en France, notre propre révolution.

Comme j'assistais à la première séance du congrès, Zeller et Lissansky m'ont demandé d'inviter tous les abonnés et amis parisiens de la *Révolution Prolétarienne* à participer, le dimanche 4 août prochain, au « grand Rassemblement international » organisé par les jeunesses socialistes au Stade municipal de Saint-Denis. A l'occasion du 21e anniversaire de la tuerie de 1914-1918 et du 30e anniversaire de « l'unité symbolique » de 1905, il s'agit de manifester *contre la guerre qui vient* et *pour l'unité révolutionnaire de 1935.* Je ne doute pas que les amis parisiens de la *Révolution Prolétarienne* viendront nombreux le dimanche 4 août à Saint-Denis. Ils y prendront, c'est sûr, avec les jeunes, un bain de foi révolutionnaire.

M. Ch.

Impressions de voyage en Italie

MUSSOLINI VA-T-IL A SA PERTE ?

I. - Un Etat fasciste sans fascistes

Cela paraît incroyable et c'est néanmoins vrai : l'Italie est aujourd'hui un Etat fasciste dans lequel il n'y a plus de fascistes. Tel est le résultat étonnant d'observations que j'ai pu faire pendant un voyage de plusieurs semaines à travers tout le pays.

Il convient, certes, d'établir une distinction entre les apparences et la réalité. Selon les apparences, l'esprit fasciste est toujours prédominant. On continue à porter l'uniforme ou l'insigne fascistes et on se salue à la romaine. J'ai toutefois pu constater que précisément les gens qui s'affichent comme des fascistes invétérés se manifestaient, dans une conversation intime, comme des adversaires prononcés du régime. Un proverbe qui circule à présent en Italie et qui dit : « Tre italiani insieme fanno tre fascisti, due italiani insieme fanno due amici, un italiano solo fa un antifascista » (*trois Italiens ensemble font trois fascistes, deux Italiens ensemble font deux amis, un Italien seul fait un antifasciste*) prouve bien qu'il s'agit non d'une série de hasards constatés par moi, mais d'une expérience généralement faite en Italie.

Dans toutes les couches de la population, on constate une aversion égale contre le fascisme. L'ouvrier est antifasciste, le paysan est antifasciste, le petit bourgeois est antifasciste et le capitaliste est antifasciste. Les uns le sont parce que le fascisme les a privés, avec la liberté, de leur gagne-pain, les autres parce qu'ils constatent avec effroi que le fascisme entraîne de plus en plus le pays dans une catastrophe économique.

Celui qui ne juge que de manière superficielle et n'entre pas en contact plus direct avec la population ne supposera pas un tel état d'esprit en Italie. A nouveau, des étrangers voyageant en Italie m'ont chanté en termes élogieux les transformations immenses et impressionnantes qui se sont réalisées sous Mussolini. Le fascisme — ainsi pensent-ils — a fait sortir le pays de son état arriéré et l'a élevé, en à peine treize ans, au niveau des grands pays industriels européens. Comme preuve de cette affirmation, ils vous citent les modernes autostrades que l'on rencontre dans le pays entier et dont une conduit même jusqu'à une altitude de 2.000 mètres sur l'Etna, les travaux de modernisation pratiqués dans chaque ville d'une certaine importance, la meilleure réglementation de la circulation, etc., etc., sans oublier évidemment la construction de nouvelles villes, telles que Littoria et Sabauda qui, de loin déjà, annoncent leur existence aux étrangers par une mer de lumière telle qu'on a l'habitude d'en voir aux alentours des grandes capitales.

Toutes ces choses sont des faits indéniables. Celui qui visite aujourd'hui l'Italie et se rappelle l'état du pays, il y a dix ou vingt ans, a certes l'impression qu'un immense progrès est en train de s'accomplir. Seulement, cette impression s'efface aussitôt qu'on s'éloigne de quelques kilomètres seulement des grandes routes du mouvement touristique international. Alors la caractéristique n'est plus le progrès, mais le déclin; les maisons et les ruelles sont plus sales que jamais auparavant; nulle part, on n'aperçoit une nouvelle bâtisse ni même un échafaudage qui en annonce la construction. Les gens sont mal vêtus et mal nourris. Le touriste se voit placé devant une misère indescriptible. A Messine, par exemple, il y a aujourd'hui encore des quartiers étendus composés des baraques de l'époque du tremblement de terre, répandant une odeur pestilentielle. Généralement — du moins dans le Midi — il n'y a plus de lumière électrique en dehors des grandes villes et les gares mêmes sont éclairées au pétrole. Très souvent l'eau potable doit être amenée dans de grandes jarres en grès, attendu qu'il n'y a pas de puits et encore moins de conduites d'eau. La Sicile qui était autrefois le grenier de Rome est aujourd'hui pour les deux tiers desséchée et aride parce que le fascisme a négligé d'exécuter les travaux d'irrigation nécessaires,

On comprend que la population rurale italienne ne soit pas précisément ravie des autostrades; elle possède assez de discernement pour se rendre compte que ces routes non seulement engloutissent l'argent qui aurait été nécessaire pour les travaux d'irrigation et pour un meilleur entretien de ses propres routes, mais encore que sa misère croissante doit avoir un lien quelconque avec ces constructions luxueuses. Le paysan, ainsi se dit-elle, doit vivre dans la misère pour que la ville puisse gaspiller l'argent sans compter.

Les contrastes entre la ville et la campagne sont plus frappants que jamais. Il est manifeste que le fascisme, en prenant ces mesures, ne pense pas tant à leur efficacité et à leur utilité pour sa propre population, mais tâche surtout d'en imposer aux visiteurs étrangers qui, en venant en Italie, ne veulent voir que de belles choses. Il construit d'impressionnantes façades tout aussi coûteuses qu'elles sont peu économiques.

En ce qui concerne ce dernier aspect de la question, son importance peut être le mieux mesurée à la dette publique italienne qui va croissant. Suivant des renseignements officiels, les dépenses ont excédé les recettes de 32 milliards de lires pendant les 12 années de domination fasciste. La situation financière est par conséquent une des plus menaçantes qui existent au monde. On se demande avec appréhension, voire avec angoisse, où conduira la route sur laquelle le fascisme s'est engagé.

Ce qui complique particulièrement la situation italienne, c'est que l'industrie et le commerce vivent de commandes de l'Etat. Si celles-ci tarissent, il y aura une stagnation générale des affaires et l'effondrement écono-

mique sera là. Dans les milieux capitalistes, on parle ouvertement d'une telle possibilité. Beaucoup prennent déjà des mesures pour sauver individuellement ce qu'il y a moyen de sauver. Une fuite de capitaux a commencé sur une vaste échelle et les difficultés s'en trouvent augmentées. Il n'est pas rare d'entendre des capitalistes exprimer la crainte que Mussolini ne soit un jour obligé pour se maintenir au pouvoir d'avoir recours à un prélèvement sur le capital, opinion que nous n'enregistrons ici qu'à titre de curiosité. On comprend en tout cas pourquoi la bourgeoisie italienne est guérie à présent du fascisme. Le dégrisement a été complet. Les Italiens ont compris, eux, ce que les étrangers n'ont toujours pas saisi : c'est que *Mussolini n'est qu'un Potemkine de proportions gigantesques* qui, à la place de villages composés de façades bon marché, construit des villes en pierre coûteuse et conduit ainsi le pays à la ruine économique.

II. - La campagne contre l'Abyssinie

Ce qui distingue de manière frappante l'Italie actuelle de celle d'autrefois, c'est le nombre d'uniformes qu'on voit dans les rues. Plusieurs villes suscitent chez le visiteur vraiment l'impression qu'il se trouve dans une immense caserne. C'est comme si tout le peuple italien avait échangé la mandoline pour le mousquet.

Dans l'Italie méridionale, on voit plus d'uniformes que dans le Nord. Celui qui voyagerait de Messine à Milan pourrait avoir l'impression qu'il traverse deux pays entièrement différents, l'un se trouvant en état de guerre et l'autre en état de paix. La milice est même plutôt rare dans les rues des villes septentrionales. A Milan, j'ai pu marcher pendant des heures dans le centre le plus animé sans rencontrer un seul uniforme de milicien. On voit aussi moins d'insignes fascistes dans les villes du Nord que dans celles du Midi et le salut à la romaine ne s'y pratique guère.

La différence n'est pas seulement extérieure. Dans le nord de l'Italie, la population n'a jamais pu vraiment s'enthousiasmer pour le fascisme. Elle le considère comme un produit méridional, qui est loin d'être bon. Toujours à nouveau, on m'a assuré : « Le fascisme n'est pas autre chose que la *camorra* napolitaine arrivée au pouvoir. Nous sommes gouvernés par des malfaiteurs. » Le nombre d'Italiens méridionaux, notamment de Napolitains, qui détiennent en ce moment des fonctions élevées dans le nord du pays est en effet frappant au grand mécontentement de la population. D'autre part, cependant, il est un fait historique que le premier « fascio » n'a pas été constitué à Naples, mais précisément à Milan. La victoire de Hitler n'est-elle pas aussi partie de la ville démocratique de Munich, tandis qu'il est manifeste que le Troisième Reich représente la domination de la Prusse despotique sur le reste de l'Allemagne ? La courte vie échue aux affiches fascistes dans les villes du Nord fait en tout cas ressortir que dans cette région l'antipathie contre le fascisme est plus forte et plus manifeste. Placées le soir, elles sont partout arrachées le lendemain matin, aussi bien au centre que dans la banlieue des villes. On m'a dit qu'il en est ainsi depuis longtemps. Avec cela, les journaux typiquement fascistes sont moins lus dans le Nord que dans le Midi. Le *Popolo d'Italia* de Mussolini, qui paraît à Milan, est partout crié dans les rues, mais on ne l'achète pour ainsi dire pas.

Ce pays où l'uniforme domine est-il aussi un pays militarisé ? La question était pour moi du plus haut intérêt. Pendant un long séjour en Italie, j'avais autrefois appris à connaître les Italiens comme un peuple pacifique ayant horreur du militarisme et de la guerre. Lorsque, il y a plus de vingt ans, je me trouvais pour la première fois à Milan sur la place de la Cathédrale, je fus pris malgré moi dans une immense manifestation contre la guerre en Libye. Mussolini aurait-il réussi à modifier si foncièrement le caractère d'un peuple que celui-ci acclame à présent avec enthousiasme une action qu'autrefois il détestait ?

C'est pourquoi j'ai cherché à me rendre compte partout de la manière dont le peuple réagit à propos du conflit d'Abyssinie. Nulle part, je n'ai pu constater la moindre trace de cet enthousiasme que les journaux italiens tâchent de faire accroire aux étrangers aussi bien qu'à leurs compatriotes. L'attitude de la population est grave et réservée. Dans des conversations personnelles, j'ai appris des opinions surprenantes. Un ancien communiste, qui à présent semble extérieurement être fasciste des pieds à la tête, m'a affirmé que l'intervention de Mussolini contre l'Abyssinie était la preuve la plus palpable qu'il était au bout de son latin. On n'avait pas oublié en Italie que les gouvernements précédents commençaient toujours une action en Afrique lorsqu'il se trouvaient en difficultés. Mussolini suivrait à présent, selon mon interlocuteur, la même méthode. Il ne fallait cependant pas entraver le mouvement dès le début; au contraire, il fallait le pousser davantage, car sur les plateaux rocheux d'Abyssinie il ne cueillerait pas de lauriers; il pourrait uniquement y courir à sa perte.

En faisant ces réflexions, le communiste n'a exprimé que ce que beaucoup d'autres pensent de l'aventure abyssinienne de Mussolini. Dans la majorité de mes conversations avec des Italiens, j'ai entendu exprimer une même attente et de simples ouvriers m'ont déclaré plus d'une fois : « Signore, vogliamo i fucili per finire la fame » (*Monsieur, il nous faut des fusils pour en finir avec la faim*), et lorsque je demandais, simulant de l'étonnement, si le mot « fame » voulait dire « fascisme », ils me l'ont toujours confirmé.

Tandis que Mussolini ne pense qu'à sa propre gloire, d'autres ne sont préoccupés que de sa chute. Il n'est évidemment pas possible de constater jusqu'à quel point ces derniers sont nombreux, mais en observant les gens et dans beaucoup de conversations, j'ai pu voir que leur nombre n'est pas mince. Plus d'une fois j'ai étudié la mine des gens, lorsque dans différents ports des troupes étaient embarquées. L'enthousiasme se limitait généralement à ceux qui restaient et il n'échappait pas à un spectateur attentif qu'il s'agissait la plupart du temps de miliciens en civil exécutant un ordre.

A l'époque exactement où je me trouvais en Italie, la classe 1911 fut appelée sous les drapeaux. Le public se bousculait autour des journaux contenant cette nouvelle. Tout le monde semblait frappé et pour autant que des

réflexions se faisaient entendre, elles étaient hostiles. J'ai aussi voyagé pendant plusieurs heures avec ceux qui se rendaient sous les armes. La plupart d'entre eux ne parlaient pas et restaient assis, songeurs, généralement très abattus. Je n'ai vu qu'une fois des visages amusés : c'était devant une affiche contenant l'adieu, rédigé dans un langage des plus lyriques, des chemises noires de la ville prenant congé de la population afin d'aller poursuivre dans la noire Afrique « l'œuvre de civilisation du fascisme » et conjurant ceux qui restaient de veiller sur « ses grandes conquêtes ».

Après tout ce que j'ai pu voir en Italie, j'ai tendance à croire que le Négus peut dormir d'un sommeil plus paisible que Mussolini.

III. - Pays de famine

Ce qui m'a le plus impressionné, c'est que les travailleurs italiens ne se sont pas laissé, le moins du monde, infecter par le fascisme. En bloc et de manière unie, au nord et au midi, ils y résistent, constatation qui m'a à plusieurs reprises été confirmée par des éléments bourgeois. Mais il faut dire que, pour l'ouvrier italien, le fascisme signifie chômage et réduction des salaires.

J'ai rencontré, à ce sujet, la situation la plus mauvaise dans le sud du pays. Le salaire s'y élève en moyenne à 7 lires par jour (ce qui correspond à environ 9 francs français). Dans de rares cas, ce niveau est dépassé dans le midi. Celui qui y touche 12 lires par jour est considéré comme un richard. Dans l'Italie centrale, et surtout dans le nord du pays, le niveau des salaires est en général plus élevé et on peut dire qu'il varie pour la masse entre 14 et 18 lires par jour. Les ouvriers spécialisés gagnent parfois davantage et peuvent aller dans des cas exceptionnels jusqu'à 30 lires, mais ces cas sont fort rares. Le personnel au service de l'Etat, qui est considéré comme l'élite parmi les ouvriers et employés, touche des traitements mensuels variant grosso modo entre 400 et 700 lires. Tous les chiffres cités indiquent des revenus bruts qui, dans la pratique, subissent encore une forte réduction par de nombreuses retenues sous la forme de cotisations obligatoires à des organisations fascistes de toutes sortes.

Ceux qui sont tentés de croire qu'à ce bas niveau des salaires correspond un coût de la vie modéré se trompent. L'Italie est un pays plutôt cher que bon marché. Les prix de quelques denrées alimentaires, choisies au hasard, le font comprendre. Le pain coûte — les prix sont indiqués par demi-kilo en lires (une lire = 1 fr. 30 français environ) — 0,65 à 0,85; le riz, de 1 lire à 1,50; le bœuf, de 2,50 à 5; le beurre, de 6 à 6,50; le sel de cuisine, 1,15; le sel de table, 7,50; le veau, de 5 à 6,50; le café, de 12,50 à 16,50; le sucre, 3,15; les œufs, 0,35 à 0,40 la pièce; un litre de lait, 1,80; les pommes de terre, 1 à 1,20 par kilo et le fromage ordinaire de 4,50 à 6 le demi-kilo.

Les chaussures et produits textiles coûtent en général les mêmes prix qu'en Suisse qui est considérée comme un pays cher. Les habitations (2 pièces, cuisine et bain) coûtent dans des quartiers modernes de Milan environ 300 lires de loyer par mois.

Les travailleurs agricoles sont rétribués en grande partie en nature. On peut se rendre compte de la situation où se trouve cette catégorie de travailleurs sur la base du contrat collectif pour la province de Crémone, entré récemment en vigueur, et considéré par la presse fasciste elle-même comme étant la réglementation la plus favorable. D'après les témoignages mêmes de la presse fasciste, le revenu journalier dépasse à peine 14 lires. On ne paye donc en espèces qu'à peu près 100 lires par mois. Le reste est payé en nature. Les travailleurs sont contraints d'accepter cette forme de paiement (à l'exception du lait) et la valeur des produits est calculée suivant les prix de gros en vigueur.

La semaine de 40 heures, qui d'ailleurs a été combinée avec une diminution proportionnelle des salaires et avec une retenue spéciale sur les salaires de ceux qui font une semaine de travail complète, ne peut jusqu'à présent être constatée que dans les industries ou jusqu'ici le chômage partiel prédominait. La loi a prévu, à priori, une série d'exceptions importantes; elle ne s'applique par exemple pas aux entreprises de l'Etat, à l'agriculture, ni à certaines industries d'intérêt vital, dont celle de l'armement fait en majorité partie. L'influence de la loi sur le marché du travail a par conséquent été minime. Il est vrai que la statistique officielle indique entre mai 1934 et mai 1935 une diminution du nombre des chômeurs d'un million à 800.000, mais il convient de tenir compte, à propos de ce chiffre, que pour commencer il y a un plus grand nombre d'hommes sous les armes et en deuxième lieu que l'industrie de l'armement — Mussolini vient encore de signaler la chose avec orgueil — fonctionne à plein rendement.

Le secours aux chômeurs est tout à fait misérable. L'allocation de chômage, qui varie entre 1,75 et 3,5 lires par jour, est accordée pendant six mois au maximum. Après cette période, le chômeur en est réduit à des secours facultatifs qui ne sont accordés qu'en nature.

Il y a cependant en Italie une grande partie de la population dont la misère est, si possible, encore plus grande que celle de la classe ouvrière. Ce sont les paysans. Tout ce que le fascisme a fait pour eux, c'est remettre en vigueur une série de taxes et supprimer d'anciens droits. Les paysans se plaignent constamment de la charge intolérable des impôts. Des révoltes locales de paysans se sont déjà produites. Dans plusieurs villages de Sicile, par exemple, les paysans ont manifesté, avec les poches de leur pantalon retournées, en criant sans cesse : « Fame! fame! » On a tâché de les apaiser avec des promesses. Parfois des denrées alimentaires ont été distribuées et quelquefois même de l'argent. Dans la campagne romaine, j'ai rencontré un berger acculé au désespoir. Le commissaire des impôts avait imposé chacune de ses trente chèvres de 60 lires, ce qui faisait pour notre homme une fortune à payer. Il avait décidé de vendre ses chèvres et de partir pour la guerre contre l'Abyssinie... Du moins ainsi disait-il.

La rime suivante circule en ce moment en Italie : « Quando si salutava ancora così (ici, on met la main à son chapeau), si mangiava ogni dì. Dacchè si saluta alla romana, si mangia una volta la settimana. » (*Lorsqu'on saluait encore ainsi, on mangeait tous les jours. Depuis*

qu'on salue à la romaine, on mange une fois par semaine). On voit donc que la population établit un lien direct entre la faim et le fascisme.

IV. - Les écueils entourent le navire de l'Etat fasciste

La voie dans laquelle s'est engagé le navire de l'Etat fasciste avec Mussolini à la barre est remplie de dangers. Le navire risque de donner sur des écueils. Le plus dangereux entre ceux-ci est sans aucun doute la situation financière. La dette publique, qui se monte à des milliards, dont une partie n'est même pas stabilisée, est suspendue, telle une épée de Damoclès, sur la dictature. Des hommes d'Etat ayant le sentiment de leurs responsabilités iraient déjà, devant une situation bien moins tendue, à la recherche de voies et moyens permettant un assainissement et érigeant l'économie en principe. Mussolini n'en fait rien. Il n'hésite pas à déclencher une action où tous les torts sont de prime abord d'un côté et dont on peut dire avec certitude qu'elle doit ruiner davantage les finances publiques : la campagne contre l'Abyssinie. Les dépenses nécessitées par les premiers préparatifs n'ont-elles pas, en effet, été évaluées par le ministre des finances à 620 millions ? Avec cela, il s'agit d'une entreprise dont chacun sait que ce n'est pas une affaire de quelques mois, mais bien d'années.

Mussolini est pris dans sa propre politique. Le mouvement contre l'Abyssinie n'avait, au début, que la valeur d'un dérivatif, en quoi Mussolini est parti de la supposition que les grandes nations européennes seraient à tel point accaparées par leurs propres soucis et aussi par la préoccupation de maintenir la paix en Europe, qu'elles n'entraveraient pas une guerre italienne contre l'Abyssinie, mais qu'au contraire elles la favoriseraient. Ces considérations ont fait que Mussolini commença l'action plein de confiance et, afin de mettre en lumière aussi pleinement que possible les succès escomptables, il mit immédiatement en œuvre tous les moyens de la propagande. Chaque transport de troupes, fût-il minime, devint l'objet d'une espèce de fête nationale. La presse modulait ses accents sur les deux motifs de la « grande Italie » et de la « mission civilisatrice » que le fascisme a à accomplir sur la terre africaine, non plus seulement pour sa propre gloire, mais aussi pour l'honneur de tout le monde civilisé! L'intention était facile à percer. Le peuple italien devait, par des phrases et des fêtes, être détourné de ses propres désirs. Son mécontentement contre le fascisme devait être transformé en un nouvel enthousiasme. Ce dessein n'a pas réussi.

L'unique résultat obtenu par l'art de propagandiste de Mussolini a été que son jeu est devenu une question décisive de prestige pour le régime fasciste, ne lui permettant plus une liquidation du problème sans résultats palpables. Qu'il le veuille ou non, Mussolini est contraint de continuer sur la route où il s'est engagé, même si cette route conduit à la ruine financière et économique du pays.

Un autre écueil est constitué pour Mussolini par son isolement de plus en plus accentué au milieu de la population italienne. Aujourd'hui déjà, cet isolement a amené un changement fondamental du caractère de la dictature fasciste. Si autrefois, celle-ci pouvait du moins compter sur l'appui de certains milieux bourgeois, elle n'a plus à présent d'autre soutien que la milice fasciste. En même temps, en effet, que la bourgeoisie, l'armée régulière s'est détournée de Mussolini. Les officiers supérieurs n'avaient jamais été très emballés du fascisme. Les généraux ont pactisé avec lui parce qu'ils en avaient besoin et que le roi le leur ordonnait. Aujourd'hui, les anciennes divergences ont remonté à la surface et on ne se donne guère de peine, du moins du côté des militaires, pour les dissimuler. Néanmoins, Mussolini n'a rien à craindre directement de ce côté. Une dictature militaire serait aujourd'hui tout autant compromise en Italie que l'est la dictature de la milice et un renversement de Mussolini serait, en tout cas, pour les masses laborieuses, le signal d'une vague de rébellion qu'aucun sabre militaire n'arrêterait plus. C'est certainement cette considération qui décide la bourgeoisie à se croiser les bras et à laisser l'histoire aller son cours. Elle craint, il est vrai, les conséquences de la politique mussolinienne, mais elle craint autant l'incertitude qui peut surgir avec la chute du fascisme.

L'animosité des ouvriers et des paysans n'est pas non plus de nature à inspirer à Mussolini des craintes immédiates. D'une part, la peur devant la dictature paralyse encore leurs mouvements et, d'autre part, les liens organiques et les conceptions politiques précises nécessaires pour déclencher une action qui menacerait sérieusement le régime de la dictature leur font défaut.

C'est pourquoi, pour le moment, certains écueils émanant de la milice même me paraissent plus directement menaçants pour Mussolini. L'histoire nous a appris qu'une bonne entente entre une milice et son dictateur ne persiste jamais indéfiniment. Le 30 juin 1934 en Allemagne en a été une preuve sanglante. Mussolini n'a pas eu, jusqu'ici, besoin d'offrir au monde l'image d'un pareille Saint-Barthélemy parmi ses propres amis, vu qu'ayant étudié l'histoire avec plus d'attention il avait purifié sa milice fasciste bien avant la « marche sur Rome » qui n'existe que dans la légende, et que depuis lors il a toujours continué à la nettoyer. Ces dernières semaines précisément, il semble avoir repris cette activité avec un zèle particulier, car de manière générale on explique le transport en Afrique d'importants contingents de milice par les difficultés qui seraient nées pour Mussolini au sein de celle-ci. Il semble s'agir cette fois de l'épuration la plus vaste qui ait jamais été entreprise.

Pendant mon séjour en Italie, je n'ai pas pu apprendre assez sur les événements internes dans la milice fasciste pour pouvoir déterminer l'ampleur des conflits nés en son sein et leurs causes. Toutefois, les écueils se dessinent nettement. Mussolini réussira-t-il à les contourner?

Pour le moment, il semble que son navire y soit lancé à toute allure, à moins qu'il ne s'échoue auparavant sur les écueils financiers ou sur les rochers d'Abyssinie.

I. T. F.

AVANT LE CONGRÈS DE LA C. G. T. [1]

Le salut par le syndicalisme

Les lampions sont éteints !

Depuis la parution de notre dernier article, nous avons participé au rassemblement du 14 juillet, nous avons lu le texte des 30 décrets-lois pris par Laval.

Ce rapprochement n'est pas seulement chronologique. Nous avons assisté au triomphe de la politique de déflation, après avoir entendu, de la Bastille à la Porte de Vincennes, les acclamations qui saluaient le succès du « Front Populaire ».

Un amusant triptyque de *Notre Temps* résume exactement la situation : 1er dessin : 12 juillet, *La Rocque prend le pouvoir suprême;* 2e dessin : 14 juillet, *le Front Populaire prend les leviers de commande;* 3e dessin : 16 juillet, *M. Laval prend ses mesures d'économie.*

La haute bourgeoisie, une fois de plus, a magnifiquement manœuvré. Le Front Populaire a un but avoué : porter au pouvoir une nouvelle équipe gouvernementale.

Celle-ci bénéficiera sans doute de l'impopularité des mesures de déflation et s'installera soit en octobre prochain, soit en juin 1936. Sans doute sera-t-elle chargée de procéder à la dévaluation quasi fatale, seule capable de diminuer efficacement la charge des dettes publiques et privées ? Et la haute bourgeoisie, ayant joué ses deux cartes l'une après l'autre, conservera — avec le minimum de pertes — la direction des affaires... si toutefois un redressement salutaire ne s'opère pas, si le syndicalisme ne reprend pas son autonomie organique et son indépendance morale.

Tout le mal vient de cette distinction absurde — invention d'intellectuels et de politiciens — entre la bataille sociale (qu'elle soit une défense contre le fascisme ou une offensive pour le Plan) et la bataille corporative.

Le 7 juillet, le Front Populaire élaborait un programme où, fort heureusement, nos principales revendications syndicales prenaient une place importante. Nous n'étions guère enthousiasmés par cette dépossession des organisations ouvrières. Mais, enfin, le rôle actif joué dans ses assises par les délégués de l'Union des Syndicats, l'organisation d'un cortège syndical distinct, le 14 juillet, calmaient nos appréhensions, et nous ne pouvions que nous réjouir de l'élaboration d'un programme précis touchant aux intérêts immédiats du prolétariat.

Hélas! la précision de ces formules disparut vite dans le brouillard des serments civiques. Le Comité d'organisation des fêtes du 14 juillet désavoua implicitement le Front Populaire. Une fois de plus, la cohue contre la classe!

« *Ne vous inquiétez pas* — répondaient les habiles — *l'importance des rassemblements du 14 juillet suffira pour arrêter Laval.* »

« *Soyez à la hauteur des circonstances* — nous lançaient les méprisants — *vous ne pouvez limiter la portée de ce rassemblement vraiment unique du 14 juillet à la défense de nos droits particuliers.* »

La contradiction n'est qu'apparente. Les deux phrases expriment le même esprit : l'organisation syndicale dépossédée de ses attributs et de son pouvoir au profit d'une équipe politique; l'idole tricolore (au rouge écarlate) à laquelle on sacrifie les réalités concrètes de la lutte des classes.

La bataille contre la déflation... défense d'intérêts particuliers? C'est là, au contraire, l'action primordiale que TOUTE la C.G.T. aurait dû mener dès le jour de la première diminution de salaires dans l'industrie privée.

Cependant, aujourd'hui encore, elle se contente d'un ordre du jour de solidarité, et ce n'est pas elle qui organise la manifestation de l'Opéra. Et le Cartel confédéré des Services Publics refuse de s'entendre avec les unitaires et les autonomes. Ses dirigeants acceptent de se rassembler avec ceux-ci derrière Blum, Thorez et Daladier. Mais pour discuter de luttes syndicales, ils s'enferment dans leurs bureaux de la rue de l'Université.

Tout cela serait quelque peu décourageant si, par ailleurs, nous n'assistions à un salutaire réveil syndicaliste. Le cortège de la C.G.T. et de la C.G.T.U., le 14 juillet, distinct, compact, impressionnant, aboutit à la Porte de Vincennes salué par les cris de *Vive l'unité syndicale!* — espoir, anticipation, affirmation de classe dominant les cris de la cohue.

Enfin, la réalisation immédiate de l'unité d'action chez les postiers (toujours à la pointe du combat), chez les travailleurs municipaux et départementaux, chez les cheminots, apporte la preuve éclatante que, dans l'esprit des militants de ces corporations essentielles, la scission est en fait abolie.

Rassemblements dangereux (1)

Nous ne nous sommes éloignés du sujet traité qu'en apparence. La rude défaite que nous venons de subir — d'autant plus douloureuse qu'aucun combat sérieux ne l'a précédée — illustre nos observations et nos opinions sur l'efficacité de l'action menée depuis quelques mois.

Revenons à l'idée même du rassemblement. Il en existe deux applications qui nous apparaissent également dangereuses :

1° Celle de la cohue confuse autour de vagues mots d'ordre, autour de personnalités symboliques, où syndiqués, intellectuels, partisans politiques, ligueurs des Droits de l'Homme, sportifs rouges, francs-maçons révolutionnaires, se groupent, se mêlent selon leurs affinités ou leur inspiration du moment, certains ayant d'ailleurs le droit de défiler une dizaine de fois dans dix groupes différents. Nous savons comment se terminent de telles manifestations. La tendance populaire vers l'unité, vers la simplicité porte la foule à la huée et à l'acclamation, personnelles et uniques (La Rocque au poteau! Daladier au pouvoir!);

2° Celle du groupement des états-majors. Sur le terrain purement défensif, nous ne voyons aucun inconvénient à une formation semblable au Comité de liaison antifasciste, à la seule condition qu'il se décentralise. La C.G.T. a voulu autre chose. Poussée par la Fédération des Fonctionnaires, elle a lancé un appel, le 14 juin, à toutes les organisations et groupements partisans d'une politique de progrès

(1) Voir le début de cette étude dans le n° 202 du 10 juillet.

(1) Dangereux, certes, mais peut-être impossibles à éviter en certaines circonstances. Nos critiques, sur ce point, ne constituent pas une opposition systématique.

social, afin de provoquer un large rassemblement autour des idées et principes contenus dans le plan de la C.G.T.

Le Parti Communiste, le Parti Socialiste, la C.G. T.U., la Ligue des Droits de l'Homme ont accepté. Les groupements partisans du plan devaient se concerter sur « les moyens d'action à employer ».

Jusqu'ici, nous n'avons eu aucun écho de ce concert, nous ne savons même s'il a pu débuter. Mais, en tout état de cause, nous ne sommes guère amateurs de cette musique de chambre. Nous avons déjà signalé dans notre dernier article les dangers d'une coalition pour le Plan aboutissant à une formation électorale ou gouvernementale.

Le Plan irait rejoindre dans la fosse aux vieux papiers le fameux programme de 1927. Ministres par le Plan, les leaders des différents groupes ainsi rassemblés seraient-ils les ministres du Plan? Il y a déjà l'exemple d'un certain De Man... qui séduisit tant de jeunes socialistes avec la formule : *Tout le Plan au pouvoir.* On sait où la « mystique » a mené le prophète. Nous ne manquons pas, en France, de « planistes » de même espèce.

Rassemblement dans la C.G.T.

Le rassemblement que nous voulons, que nous réclamons depuis de longs mois, ne dissout pas l'organisation dans les flots mouvants d'une cohue et ne la concentre pas en quelques mains dirigeantes.

Il n'est dynamique — pour reprendre la formule à la mode — que s'il rassemble pour l'action et l'organisation. Pour une action *confédérale,* pour le recrutement syndical.

Admirons les gens qui peuvent construire l'avenir sur des ruines.

Admirons surtout ceux qui rêvent d'unir les masses populaires, avant d'avoir brisé les barrières qui séparent les services publics et les industries privées, avant d'avoir ranimé dans l'industrie privée un syndicalisme meurtri par la scission et par la crise.

Au congrès de 1933, c'est d'un geste dédaigneux que Jouhaux rejeta toute organisation technique de la propagande. Les syndicalistes révolutionnaires, en 1935, ne pourraient-ils répondre à son dédain par l'élaboration d'un plan précis de propagande et de recrutement, étudié jusque dans ses détails les plus minutieux. C'est ce que demande une union départementale aussi active que celle du Doubs. Il ne s'agit pas de répéter constamment, avec regret, que le syndicalisme existe surtout dans les services publics. Nous avons là, au contraire, un phénomène normal, qu'expliquent l'augmentation des attributions de l'Etat et aussi l'heureuse extension de la notion de service public. A la C.G.T. de profiter des forces ainsi groupées, des militants ainsi formés.

Le programme de propagande ?

Sans reprendre toutes nos discussions sur le plan, constatons qu'il n'a pu permettre le rassemblement désiré. En fait le planisme a échoué, car l'on a involontairement dissocié les différentes parties du plan, chaque propagandiste mettant l'accent sur ce qui se rapportait directement à son action syndicale propre. Ce qui est demeuré de plus net — quoique assez mal menée — c'est la lutte contre les scandaleux privilèges de la Banque de France.

Sans doute, était-ce là une heureuse et salutaire bataille contre l'oligarchie financière la plus redoutable et la plus réactionnaire.

Mais on ne mobilisera pas le prolétariat sur le mot d'ordre de nationalisation du crédit qui ne répond qu'indirectement aux questions l'angoissant quotidiennement. Or, si nous ne sommes pas hostiles à priori à l'élargissement du rassemblement anticapitaliste, nous le subordonnons au groupement ouvrier. C'est donc en élevant jusqu'au plan social toutes les revendications corporatives des différentes industries et des différents services publics, en procédant à un effort de synthèse, de simplification et d'unité que l'on élaborera le programme immédiat et dynamique.

Inutile d'insister sur les détails. On trouve dans de nombreux textes : particulièrement dans les articles de Chambelland, dans les motions votées dans différents syndicats, même au dernier congrès de la Fédération des Fonctionnaires, dans un récent article de notre camarade Claveyrolas paru dans le bulletin de la Section des Instituteurs de la Loire (juillet 1935), les éléments de ce programme.

Reprenons même les propres termes du Front Populaire : *Le Pain, la Liberté, la Paix.*

Le pain ? pour nous, c'est le salaire minimum vital.

C'est conjointement, d'un seul mouvement, la lutte contre la diminution des traitements publics et pour l'augmentation des salaires privés. C'est évidemment l'organisation de la lutte contre le chômage. Nous ne sommes nullement hostiles — quoique certains aient prétendu — à une campagne pour de grands travaux publics. Et nous regrettons fort que dans les longs développements sur le Plan la revendication des 40 heures disparaisse quelque peu.

La liberté ? Seulement, il convient de distinguer la liberté-droit de la liberté-puissance. On évoque beaucoup, en ce moment, les débuts de la Révolution française. Il n'est pas mauvais, en effet, de méditer sur les leçons de cette Révolution constituante, qui fut la véritable Révolution bourgeoise, La classe commerçante et industrielle a su — sous de hautes et pompeuses déclamations — s'assurer les deux libertés fondamentales qu'elle réclamait et qui devaient permettre son développement victorieux au XIXe siècle : la liberté de la concurrence (par la loi de mars 1791 supprimant les corporations), la liberté de l'exploitation (par la loi Le Chapelier interdisant les coalitions ouvrières).

Le prolétariat a une liberté à revendiquer, à organiser, car elle détermine toutes les autres : la liberté syndicale, le libre jeu de ses organismes syndicaux de l'usine à la C.G.T. Il ne l'obtiendra que par un ensemble de mesures lui assurant le maximum de sécurité contre l'arbitraire patronal et contre l'arbitraire de l'Etat.

On peut aller plus loin, encore, dans l'exercice et le développement de cette liberté ouvrière s'opposant à la liberté bourgeoise. Chambelland nous invitait dernièrement à redonner vie à cette formule du *contrôle ouvrier,* lancée bruyamment, il y a quelques années et complètement abandonnée depuis.

La paix ? Ah ! voilà un terme qui répond à nos plus ardentes préoccupations. Mais il n'a aucun sens si le prolétariat n'élabore enfin *sa propre politique internationale,* distincte de celles de tous les gouvernements quels qu'ils soient.

Notre liste, bien entendu, ne peut être limitative. Nous n'omettons pas non plus le grave problème des jeunes.

Il est lié à celui des limites d'âge, de la défense des retraites et des assurances sociales — à celui de la prolongation de la scolarité, à celui de l'interdiction des cumuls.

Bornons-nous à citer ces quelques termes, qui appellent des solutions que nous avons déjà précisées.

Mais la propagande demeure vaine si elle appelle simplement l'approbation. Elle est alors une sim-

ple préparation électorale. L'organisation, même développée par un recrutement sérieux, s'ankylosera dans l'inaction. Nous touchons donc à la réalisation la plus difficile. Un programme confédéral exige, pour sa défense, une action confédérale — non pas une action du bureau confédéral. Chaque militant syndical devient un militant de la C.G.T., soumis à la discipline de la C.G.T.

C'est l'organisation de la solidarité, et pas seulement de la solidarité financière, qui devient le problème essentiel. Les fonctionnaires syndicalistes ont répété, pendant des années, avec une touchante obstination, que la diminution de leurs traitements fournirait au patronat le prétexte à des compressions de salaires. Sans doute, ne se trompaient-ils pas complètement. Mais les salariés de l'industrie privée auraient pu retourner la formule, avec plus d'exactitude, et reprocher aux fonctionnaires d'avoir manqué de prévoyance, en ne s'opposant pas au scandaleux écrasement des salaires privés. Ceux-ci doivent aujourd'hui être augmentés. C'est une revendication de simple bon sens, à notre époque de surproduction. Donc, exigeons dans tous les domaines, le respect des tarifs syndicaux et des règles syndicales ! Que le Cartel des Services Publics organise le boycottage, par ses adhérents, des entreprises où l'exploitation des ouvriers et employés sera particulièrement cruelle!

Allons plus loin, et soutenons par tous les moyens possibles les grèves — qu'elles soient partielles ou généralisées — dont nous sommes les témoins.

Le Syndicat général des travailleurs de la Pierre a appelé ses adhérents à participer à la manifestation des Services Publics, de la place de l'Opéra ! Saluons avec joie cette renaissance de la plus noble tradition syndicaliste. Comme toujours, ce sont les copains de la Bâtisse qui donnent l'exemple — un exemple dont nous ne devons pas laisser perdre la haute leçon !

A propos du Plan

Mais nous nous trouvons encore une fois en opposition avec les dirigeants confédéraux sur la question du *Plan.* Il est facile de nous rendre responsables, aujourd'hui, de l'insuccès de la tentative de rassemblement. C'est ainsi que raisonnent les journalistes bourgeois à propos de l'expérience Laval : « Elle réussira... s'il n'y a pas de troubles politiques. » Méthode traditionnelle et commode, consistant à rejeter les responsabilités de l'échec d'une action sur l'opposition qui en a critiqué les mobiles et les buts. Prévenons charitablement nos contradicteurs qu'elle ne réussira guère avec nous. Ils n'essayeront pas d'opposer notre petite *Révolution Prolétarienne* à l'artillerie lourde de la *Tribune du Fonctionnaire* et du *Peuple.* Ils ont su écraser nos critiques sous les succès remportés par l'idée de plan dans tous les partis politiques. Ils ne peuvent nous accuser de la moindre tentative de réaction publique contre l'action de la C.G.T. Ils savent au contraire qu'ils n'ont pas de militants plus disciplinés que nous, plus décidés à sacrifier leur idéologie et leurs préférences aux intérêts de l'organisation et du mouvement.

Aussi, ne peuvent-ils songer sérieusement à nous intimider. Dans tous les congrès où l'on nous laissera parler, nous reprendrons l'essentiel de nos critiques; la mystique planiste n'aura pas plus raison de nous que la mystique moscovite.

Ne perdons plus notre temps en longues discussions doctrinales. Accrochons-nous simplement à de brèves observations :

1° Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur la réussite du Plan, on doit reconnaître que ce n'est pas le Plan qui peut permettre le Rassemblement; que le Rassemblement doit au contraire précéder la réalisation du Plan — que ce rassemblement s'il s'opère autour d'un simple programme de gouvernement (même baptisé Plan) ne se distinguera pas d'un simple groupement électoral; qu'il ne pourra se prolonger en *un mouvement,* déterminer une action *massive* que s'il est provoqué par la volonté de satisfaire les revendications essentielles, immédiates des travailleurs rassemblés;

2° Quelle que soit l'opinion que l'on ait sur le Plan, on reconnaîtra qu'il n'est pas possible de subordonner l'unité syndicale à l'acceptation du Plan, qu'il importe au contraire de réaliser préalablement l'*unité ouvrière,* même si l'on veut reprendre devant celle-ci les propositions de la C.G.T. sans en changer une ligne.

C'est la thèse soutenue par notre camarade Waroquier, que nous avons rapportée ici — soutenue aussi par Digat, en termes excellents, dans une brochure sur l'*Unité syndicale,* dont nous aurons à reparler. Celui-ci, sans nier la nécessité d'attirer les classes moyennes, affirme cependant :

« *Les classes moyennes ne seront pas attirées, conquises par un mouvement ouvrier divisé, incapable de résorber ses querelles de doctrines, de méthodes, dans un groupement toujours plus vaste, plus cohérent, plus agissant. La réalisation du plan ne se conçoit pas en dehors de l'unité.* »

Et, plus loin, reprenant l'idée de De Man sur le transfert d'autorité plus important que le transfert de la propriété, sur le problème de la gestion prenant le pas sur celui de la possession, il ajoute :

« *Problème de gestion ? Mais comment le résoudre en France, avec un prolétariat divisé, avec un prolétariat dont les divisions soulignent l'incapacité? Si on veut transférer l'autorité du capitalisme, qu'on n'oublie pas d'en préciser la destination.* »

Comment le résoudre, Digat? De Man et de nombreux planistes l'ont déjà résolu.

C'est aux techniciens, aux intellectuels, qu'ils entendent confier l'autorité. Simone Weil, dans son article de la *R. P.* d'août 1933, que Claveyrolas cite avec bonheur, dans le bulletin des Instituteurs confédérés de la Loire, a déjà prouvé que cette « *technocratie* », si elle est possible (ce qui est encore discutable) aboutira à une exploitation des travailleurs, à une oppression plus insupportables encore que celles du Capitalisme.

Aussi, sommes-nous prêts à accepter toute discussion sérieuse sur les possibilités d'un rassemblement anticapitaliste, sur l'élaboration et la réalisation d'un plan, si *préalablement* on agit pour grouper les travailleurs, si l'on veut d'abord, comme une condition indispensable : la réalisation rapide de l'unité syndicale, si l'on veut procéder avec nous à l'organisation d'une réelle démocratie syndicale.

⁂

D'accord avec nous sur ces nécessités préalables, d'accord avec nous pour condamner la procédure utilisée par la C.G.T. pour l'adoption de son plan (et ici la procédure, quoi que l'on pense, a au moins autant d'importance que le contenu du plan), des planistes syndicalistes pourraient nous interroger sur deux possibilités :

1° Celle d'un groupement et d'une action des forces sociales « anticapitalistes ».

2° Celle d'une économie mixte, d'une économie de transition.

Pourquoi ne pas avouer qu'elles ne nous paraissent pas chimériques?

Certes, nous partageons complètement l'opinion de Louzon sur le rôle économique des classes

moyennes, particulièrement sur le caractère réactionnaire de la production paysanne française. Mais, nous ne pouvons ignorer l'existence des paysans, l'existence des petits bourgeois qui tomberont vite de leur gêne actuelle dans la misère et le désespoir. Nous ne saurions témoigner d'une complaisance fataliste, devant la Réaction qui veut les embrigader.

Des tendances économiques divergentes, des haines sociales convergentes. Ce sont là des contradictions dont l'Histoire s'accommode fort bien, et qui peuvent fort bien se résoudre en faveur de la classe la mieux évoluée avec le minimum de dommages pour les individus des autres classes.

Au reste, nous nous refusons à résoudre le problème d'en haut, avec des formules de laboratoire.

Que dans chaque région, l'organisation ouvrière étudie les besoins et les revendications du prolétariat industriel d'abord, ceux ensuite des paysans et des classes moyennes. Si le désaccord est insurmontable, qu'on le dise clairement, ou que l'on constate simplement l'accord partiel ou total. Un premier effort de synthèse s'opérera au congrès de la C.G.T. réunifiée, celui-ci pourra se prolonger ensuite en de véritables Etats Généraux du Travail qui seront autre chose qu'une exhibition de leaders; où sur examen de véritables « cahiers », on dressera un programme d'urgence, en précisant les moyens d'assurer son succès.

Si nous ne rejetons pas à priori l'hypothèse d'un accord du prolétariat et des classes moyennes, c'est que nous ne jugeons pas impossible une période de transition, une économie mixte, comprenant un secteur socialisé et un secteur libre.

Dans une solide étude parue dans *Spartacus* de juin-juillet 1935, Patri oppose le réalisme clair de Lénine aux confusions volontaires d'un De Man et au confusionnisme involontaire et congénital des léninistes professionnels. Il rappelle les cinq mesures fondamentales proposées par Lénine en 1917, avant la prise du pouvoir, au gouvernement Kerensky qui aurait pu, en les acceptant, prouver qu'il était vraiment un gouvernement démocratique et révolutionnaire :

1° *Fusion de toutes les banques en une seule banque contrôlée par l'Etat, autrement dit nationalisation du crédit.*

2° *Nationalisation des syndicats capitalistes, c'est-à-dire des grands groupements d'intérêts capitalistes exerçant un monopole privé (pétrole, charbon, sucre, métallurgie, etc...)*

3° *Suppression du secret commercial.*

4° *Obligation pour les industriels, commerçants et patrons de se syndiquer.*

5° *Groupement obligatoire ou encouragement au groupement de la population en coopératives de consommation, sous le contrôle de l'Etat.*

Nous ne commenterons pas ce document. Il a une valeur incontestable. Des planistes de gauche (car il y a une gauche et une droite dans le planisme) n'ont pas manqué de l'utiliser habilement. Ils reconnaîtront sans doute qu'il a tout de même une autre allure que le plan de la C.G.T. Et ils se demanderont, avec nous, quelle est l'équipe du Front Populaire qui acceptera d'être assez « démocratique et révolutionnaire » pour le réaliser, sans désemparer.

Supposons cependant que le gouvernement du Front Populaire puisse se constituer, qu'il soit autre chose, contrairement à nos prévisions, que le ministère de la dévaluation.

Nous avons déjà dit pourquoi nous voulons que la C.G.T. demeure hors de la combinaison, qu'elle garde ses forces intactes, qu'elle conserve pour elle ses militants. Mais cela n'exclut pas une influence extérieure, efficace et déterminante.

A ce gouvernement « démocratique et révolutionnaire », on présentera, en PREMIER LIEU, les revendications ayant permis le groupement ouvrier, ensuite le programme d'urgence élaboré par les Etats Généraux du Travail, enfin un plan d'économie mixte aussi simple et aussi clair que celui de Lénine en 1917, capable d'être compris *par tous* et non rédigé par une « élite » (!?) pour des élites.

Aucune illusion, n'est-ce pas ! C'est alors la bataille qui s'engage. Impossible de l'éviter, impossible de la mener sans la C.G.T. Notre gouvernement démocratique et révolutionnaire y résistera-t-il ? C'est peu probable. C'est alors que le *neuf* doit apparaître.

Le «*neuf* » ce serait un comité issu des Etats Généraux du Travail, demeurant sous le contrôle des organisations représentées aux Etats Généraux du Travail, hors de l'action du Parlement devenu impuissant et inutile, un comité chargé d'abord d'une simple tâche de propagande et de rassemblement, mais qui — devant la carence et la fuite de l'équipe du Front Populaire — se transformerait en un véritable gouvernement ouvrier et paysan composé de représentants directs des Travailleurs.

La Révolution syndicaliste

Mais alors, c'est la Révolution ? Non pas. Car pour nous, la Révolution c'est un transfert de propriété, c'est la confusion du pouvoir économique et du pouvoir politique, c'est l'instauration d'un nouvel Etat.

Lénine, en 1917, proposait à Kerensky un programme démocratique et révolutionnaire, mais les bolcheviks en même temps organisaient les Soviets.

Le Soviet, c'était l'institution nouvelle base du nouvel Etat, exactement comme la municipalité bourgeoise en 1789 avait été l'instrument essentiel de la Révolution constituante. Mais le Soviet pouvait difficilement — étant donné les particularités de l'évolution russe — jouer son double rôle économique et politique.

Il a vite perdu tout pouvoir réel, et s'est laissé domestiquer. L'organisation syndicale — avec sa double fonction corporative et sociale — est mieux qualifiée pour cette tâche, mieux préparée à cette mission. Hors d'elle, nous ne voyons rien, et cela suffit pour que nous nous en tenions à notre formule : *Tout le Pouvoir aux syndicats.*

Déjà, le congrès confédéral de 1931 avait invité chacune des Fédérations syndicales, après consultation des techniciens qualifiés à élaborer des plans de réorganisation de toutes les industries et de tous les services publics.

La *R. P.* a publié, depuis, un projet qui n'est pas parfait, mais que l'on pourrait discuter sans ironie déplaisante.

Mais l'essentiel c'est la transformation de l'Etat, c'est l'organisation de la véritable démocratie ouvrière. Gustave Rodrigues m'écrivait, au lendemain de notre réunion du 2 février sur le plan, que nous construisions le cadre de la nouvelle société en réclamant tout le pouvoir aux syndicats. Et il me demandait de songer au « contenu », au droit nouveau qu'il a appelé d'un terme heureux : *le Droit à la Vie*, et qu'il a non moins heureusement développé. Mais il me permettra de lui objecter très cordialement que le cadre, ici, c'est-à-dire l'institution nouvelle, demeure la construction fondamentale. La classe ouvrière est largement payée pour savoir ce que les hommes qu'elle a hissés au pouvoir ont fait de leurs doctrines, comment ils ont interprété les « droits nouveaux ». Sa victoire, pour être durable et réelle, est liée à un problème d'organisation, à l'édification d'une légalité nouvelle, d'un Etat

nouveau. C'est ainsi qu'elle trouvera le grain des choses, après avoir écarté la paille des mots.

Les hommes et l'organisation

Il nous resterait évidemment à fixer dans les détails la structure du nouvel Etat syndicaliste. Mais un autre problème se pose — ou plutôt la préparation de cet avenir — peut-être proche — nous oblige à considérer de très près notre organisation syndicale actuelle et les hommes qui la représentent et la dirigent.

Nous avons déjà été sévères à l'égard de ceux-ci. Nous n'avons pas à le regretter. Seulement, d'aucuns ont utilisé nos critiques dans un esprit qui n'est pas le nôtre. La vérité, c'est que l'on repousse (sans trop l'avouer) notre formule : *Tout le Pouvoir aux syndicats,* parce que l'on ne juge pas les militants ouvriers capables de remplacer les hommes de la bourgeoisie. Pour nous, qui connaissons quelque peu les uns et les autres, nous rougirions de les comparer. Une bourgeoisie qui a pu fabriquer de grands hommes avec un Doumergue, un Bouisson, un Mallarmé, un Marquet, un Laval, un Mandel ou un Frossard, est décidément aussi appauvrie intellectuellement que moralement. Le militant syndical le plus modeste, le plus empêtré dans le bureaucratisme, manifeste chaque jour un esprit d'initiative dont un ministre ne saurait faire preuve dans toute sa carrière. Je ne voudrais pas voir nos grands financiers, Germain-Martin ou Régnier, ou même Caillaux, à la place du trésorier du plus petit syndicat local, ravagé par le chômage. Monatte disait à Lyon, en 1919, qu'en chaque militant — comme dans le Judas d'Ernest Renan — l'administrateur avait tué l'apôtre. Hélas ! si nous n'avons guère d'apôtres (mais dites, en voyez-vous beaucoup d'authentiques dans les partis politiques?), nous avons encore des administrateurs. Je leur confierai le soin de défendre mes intérêts avec plus de confiance qu'à un banquier, un économiste ou un avocat bourgeois.

Avouons pourtant qu'avec la bureaucratie syndicale actuelle, toute entreprise audacieuse devient difficile. Ne crions pas toujours à la trahison. C'est un procédé commode dont on a fortement abusé, et l'injure a été pas mal dévalorisée par cet abus. Le mal vient de ce que la guerre et l'après-guerre ont dispersé toute une génération qui aurait, automatiquement, pris sa place à son heure. D'elle, il n'est demeuré que des individus qui, emprisonnés dans un appareil d'une cohésion renforcée par les périls de la scission et les stériles luttes de tendances, n'ont pu que se soumettre à cette sorte de solidarité bureaucratique.

Phénomène normal, qui n'a pas que des causes méprisables. Le souci de l'organisation, la peur des aventures justifiaient quelquefois le conservatisme hargneux des militants. « *On parle de renouveler les dirigeants confédéraux,* me disait un camarade syndicaliste révolutionnaire de toujours, *mais je suis plus inquiet des* « *audaces* » *de certains jeunes que je n'étais furieux des timidités des vieux.* » C'est que les jeunes n'ont malheureusement pas grandi socialement dans l'organisation syndicale et par l'organisation syndicale. Celle-ci n'est souvent pour eux que l'instrument d'une grande politique ou le terrain d'expériences hardies. Le problème des hommes revient donc, en dernière analyse, à un problème d'organisation — d'une part, parce qu'il convient de former des militants à la base; d'autre part, parce qu'il faut créer de véritables Jeunesses syndicalistes.

Nous voterons peut-être au congrès contre la rééligibilité perpétuelle des fonctionnaires syndicaux. Mais nous ne nous faisons aucune illusion sur la portée d'une mesure que nous considérons plutôt comme une opération chirurgicale que comme un remède préventif.

Laissons donc de côté pour aujourd'hui cette question de formation des militants.

Indiquons simplement en quelques lignes le sens d'une transformation nécessaire de l'organisation confédérale.

Deux idées nous guident :

1° Limiter le développement d'un centralisme dont nous avons vu tous les dangers lors de l'écrasement du mouvement allemand. Les syndicats de base deviennent de plus en plus, surtout dans la Fédération des Fonctionnaires, de simples organes d'exécution. Même au S. N. des Instituteurs, qui a pu se développer grâce à un libéralisme sain, le bureau songe à détruire presque complètement l'autonomie des sections départementales. On s'étonne que des syndicalistes avertis aient pu tolérer une telle régression.

Un peu moins de permanents et d'employés au sommet, un peu plus de propagandistes et d'organisateurs à la base. Citons un exemple qui a la valeur d'un symbole. Les dirigeants de la Fédération des Fonctionnaires sont fiers du luxe de leur nouvel hôtel de la rue de l'Université. Nous apprécions leur goût architectural. Mais dans combien de villes de France nos camarades peuvent-ils se retrouver dans une véritable Maison du Peuple? Or, pendant un nouveau 6 février, l'Hôtel Conti pourra brûler tout comme un vulgaire ministère de la marine — une équipe de Croix de Feu suffirait même pour chasser les propriétaires et s'installer à leur place.

Tout sera sauvé pourtant si nous avons dans tous les quartiers de Paris, dans toutes les communes de banlieue, dans toutes les villes de province, des lieux de rassemblement, des centres de résistance et des hommes pour tenir le coup.

2° Donner dans l'organisation une place au moins aussi importante au groupement social — Union régionale, Centres syndicaux, Union locale et Bourses du Travail — qu'au groupement corporatif. Nous ne nions pas le rôle essentiel que joueront demain les Fédérations d'industrie. Mais on ne créera un véritable esprit confédéral que lorsque tous les syndiqués, du professeur au terrassier et au métallurgiste, seront habitués à penser, à agir, à construire ensemble. Or la C.G.T., en fait, n'est pas dirigée par ses Congrès. Ceux-ci n'ont que fort peu d'influence sur son action. C'est le Comité National confédéral — où les représentants des Unions font figure de parents pauvres — qui mène la C.G.T. C'est lui qui élit une commission administrative composée presque exclusivement de permanents de Fédérations d'industrie. Le mal est là pour une bonne part, et la réalisation de l'unité pourrait nous donner l'occasion de le réparer.

De grands esprits ne manqueront pas de railler la mesquinerie de nos préoccupations. Nous avons beau examiner les plus graves problèmes sociaux, nous en revenons toujours à regarder de plus près notre organisation.

C'est que, encore une fois, là réside pour nous toute la Révolution prolétarienne.

Si la classe ouvrière ne veut pas ou ne peut pas construire la société future *par* elle et *pour* elle, d'autres construiront *sur* elle. Elle subira une fois de plus un changement de régime que sa vaillance aura permis. Les idéologies peuvent être proscrites, les doctrines peuvent s'effondrer sous les faits, les hommes peuvent trahir, les défaites peuvent succéder aux désillusions, rien n'est tout à fait perdu si l'organisation demeure, ou simplement si le prolétariat conserve intacte sa volonté d'organisation indépendante.

Roger HAGNAUER.

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

Le fruit du Plan et du Front Populaire : les décrets-lois

Lorsque, après les dernières élections législatives, Chambres et ministères de gauche se mirent en position pour pratiquer la « déflation » sur le dos des salariés de l'Etat, ceux-ci opposèrent une magnifique résistance. Par une lutte pied à pied — dont la *R. P.*, comme elle le fait et le fera toujours pour tous les mouvements d'*action directe*, a suivi les étapes et souligné les efforts avec une insistance dont on ne retrouvera l'égal nulle part ailleurs — les salariés de l'Etat avaient abouti à une victoire quasi totale; le pouvoir syndical avait tenu tête à l'Etat; celui-ci avait dû se contenter d'une diminution presque de principe.

Mais, peu après, les syndicats abandonnèrent le solide terrain — le seul solide — de la défense du salaire. Celle-ci ne fut plus pour eux qu'une préoccupation secondaire : leurs deux préoccupations majeures devinrent l'établissement du « Plan » et la défense de la « République ». Foin de ces préoccupations viles et matérielles que sont les questions de gros sous! « Elevons »-nous dans les hautes sphères de l' Economie et de la Politique.

Dressons des plans d' « économie dirigée », c'est-à-dire d'économie où l'exploitation du prolétaire ne sera pas diminuée d'un millime, mais où toute une série de nouveaux emplois de « contrôleurs », d' « organisateurs », etc., fournira un débouché à la grande classe des diplômés sans capitaux, avides de fonctions, d'autorité, d'honneurs et d'une part dans la plus-value produite par les prolétaires.

Et puis, renflouons le parlementarisme! Jamais sa pourriture ne s'est étalée avec plus d'évidence. Eh bien! refaisons-lui une virginité en lui apportant l'adhésion populaire ! Au lieu de profiter des attaques contre le Parlement pour aller au delà du parlementarisme, réfugions-nous en lui. Vive le drapeau tricolore, drapeau des Versaillais!

C'est ainsi que l'action directe fut mise en veilleuse, que malgré la certitude d'attaques imminentes contre le niveau de vie des salariés de l'Etat et des services publics, rien ne fut préparé pour y résister, tout occupé que l'on était à des tâches « supérieures ».

Un dernier coup, ou plutôt un double dernier coup vint mettre le point final à cet abandon. D'une part, très habilement, le capitalisme privé accentua sa menace des Croix de Feu; les discours de son larbin devinrent de plus en plus provocants à l'égard de la « République »; le miroir aux alouettes atteignit ainsi son maximum de brillant, le pauvre oiseau se refusa à regarder le canon de fusil braqué sur lui. D'autre part, enfin, la volonté de Staline de mettre en sourdine la lutte de classes en France afin d'y préparer l'union sacrée qui seule permettra à la France d'être un allié potable dans la guerre contre l'Allemagne, vint mettre le point final à la préparation des décrets-lois. A des salariés qui défilent derrière le drapeau tricolore, à ceux qui acclament Daladier, père d'une des premières diminutions de salaires, on peut, sans crainte, abattre 10 % et plus sur leurs salaires; ils maugréeront peut-être, mais ils ne réagiront pas; ils ont abandonné la réalité pour les illusions; ils se nourrissent, comme leurs ancêtres, de fables sur les paradis, au lieu de se battre pour la seule chose qui compte pour leurs maîtres, et la seule qui devrait aussi compter pour eux : le taux de la plus-value. Dans de telles conditions, on peut tout se permettre.

Ce que l'expérience prouve donc encore une fois, c'est qu'aujourd'hui comme hier, et demain comme aujourd'hui, la seule voie de salut pour le prolétariat, qu'il soit salarié de l'Etat ou des particuliers, est dans la pratique de l'*action directe* : la lutte, sur le terrain même du travail, et par tous les moyens mêmes du travail — la lutte à l'usine, sur le chantier, au bureau — la lutte pour le « bien-être » et la « liberté », c'est-à-dire la lutte pour le salaire et les garanties dans le travail, avec comme corrélatif la lutte pour le bien-être total et la liberté totale par l'établissement de la souveraineté des producteurs dans l'usine, sur le chantier, au bureau.

La « déflation » Laval et la crise

La réduction de 10 % des salaires et des intérêts de la Dette publique va, sinon supprimer entièrement le déficit budgétaire, au moins le diminuer dans de très importantes proportions, mais quelle va être son influence sur l'activité économique? Contribuera-t-elle à résoudre la crise ou l'aggravera-t-elle?

I. — La déflation et les dettes

Depuis quelque quinze ans que le problème monétaire se pose avec acuité, nous avons tous commencé à saisir l'importance capitale que présente la question de la réduction des dettes pour le développement de l'activité économique. Le fardeau des emprunts devient bien vite un fardeau tel qu'il paralyse la production et que l'Etat est obligé de le réduire périodiquement et systématiquement, sauf dans des moments d'enrichissement considérable, comme le siècle dernier.

La réduction des dettes est donc le grand stimulant qui pourrait mettre fin à la crise en France, comme elle y a mis fin au Japon, en Angleterre, aux Etats-Unis, etc., et comme elle est en train d'y mettre fin en Belgique. Le moyen moderne d'opérer cette réduction des dettes est, comme l'on sait, la réduction de valeur de l'unité monétaire, soit par « inflation », soit par « dévaluation ». Mais ce moyen n'est évidemment pas le seul possible. On peut procéder par réduction directe des dettes; l'antiquité nous en offre des exemples innombrables; les Etats-Unis, la Roumanie, etc., ont procédé ces années dernières à la réduction directe de certaines dettes, et c'est cette réduction directe que nous donne également la « déflation » de Laval.

Les décrets-lois comportent trois réductions de dettes : la réduction des intérêts de la dette de l'Etat, la réduction des intérêts hypothécaires pour les immeubles à loyer, et enfin la réduction des loyers, ceux-ci pouvant, au point de vue qui nous occupe, être assimilés aux dettes. Dans quelle mesure ces réductions pourront-elles stimuler l'activité économique?

La réduction des dettes stimule l'activité économique parce qu'elle fait passer une part de la plus-value produite par le prolétariat de la poche des rentiers dans celle des industriels. Sur le profit brut réalisé par ces derniers sur le dos des ouvriers, ils doivent verser une moindre part aux rentiers, sous forme d'intérêts, d'impôts, de loyers, etc., et leur profit net se trouve donc élevé d'autant. Voyant ses profits s'accroître, le capitalisme industriel « prend confiance », il accroît sa production, entreprend davantage, etc...

La réduction des dettes n'est donc un stimulant à l'activité économique que dans la mesure où elle s'opère au profit des industriels. Or, qu'en est-il avec les décrets Laval?

D'abord, remarquons que les dettes directes des industriels ne sont absolument pas touchées par les décrets-lois. Sociétés ou particuliers, ceux-ci empruntent sous forme d'obligations, d'emprunts aux banques ou à des particuliers, sans garanties spéciales ou avec nantissement de leurs fonds de commerce et — exceptionnellement — hypothèque sur leurs immeubles. Or, dans aucun de ces cas, il n'y a réduction des intérêts à payer, même dans le cas des intérêts hypothécaires puisque ceux-ci ne sont réduits que si les immeubles sont « productifs de loyer », ce qui n'est pas le cas d'un immeuble possédé par un industriel pour les besoins de son industrie.

Bien plus! Non seulement ces dettes ne sont pas réduites, mais on tend à les aggraver. Le but officiel de la « déflation », c'est en effet de diminuer les prix. L'industriel, toutes choses égales d'ailleurs, touchera donc moins sur ce qu'il vendra, et aura néanmoins à payer la même somme à ses prêteurs : la charge *réelle* de ses emprunts sera donc en tout état de cause maintenue, et elle sera aggravée si la « déflation » réussit.

La réduction de la dette de l'Etat est indirectement une réduction des dettes de l'industriel, car c'est l'industriel qui paie les rentes du rentier d'Etat au moyen de l'impôt, mais, dans le cas actuel, cette réduction n'aura pas lieu, la réduction de 10 % n'étant pas assez forte, vu l'importance du déficit; elle permettra tout juste, si elle y arrive, à supprimer le déficit, mais elle ne permettra pas de réduire les impôts. Tout ce qu'on peut dire d'elle c'est donc qu'elle évite pour le futur une aggravation des charges des industriels, mais elle ne réduit pas leurs charges actuelles; son effet comme stimulant de l'activité économique est donc nul.

Enfin, reste le troisième point : la réduction des loyers. Il est vrai que la réduction des loyers profite aux industriels, car, toutes choses égales d'ailleurs, c'est-à-dire notamment avec un prolétariat non résolu à augmenter son niveau de vie, l'abaissement des loyers payés par les ouvriers permet à l'industriel de réduire dans une proportion correspondante les salaires qu'il leur verse. Mais le prolétariat va-t-il se laisser faire? Après le formidable abaissement de son niveau de vie qu'il subit depuis quatre ans, ne va-t-il pas saisir l'occasion de le remonter tant soit peu en gardant pour lui le bénéfice de la diminution des loyers, en refusant de consentir à toute nouvelle diminution de salaires? Ne sera-t-il pas assez fort pour empêcher que cette part enlevée aux rentiers que sont les propriétaires n'aille aux industriels, en la gardant pour lui ?

Nous l'espérons, mais même s'il n'en était pas ainsi, même si, petit à petit, le patron arrivait à reprendre à ses salariés le produit de la diminution des loyers, à combien cela se chiffrerait-il? A deux et demi pour cent, si on admet que le quart du salaire d'un ouvrier va à son loyer. Proportion, certes, qui n'est pas négligeable, mais qui, si l'on tient compte que cette somme ne pourra se récupérer que très progressivement, est nettement insuffisante pour stimuler réellement les chercheurs de profit.

Reste la réduction prévue pour les loyers des patrons eux-mêmes : la révision des loyers commerciaux et industriels. On ne peut encore la chiffrer, puisqu'elle dépendra de la jurisprudence qui s'établira; en tout cas elle ne s'appliquera qu'à la petite industrie, — la moyenne et la grande étant généralement propriétaires de leurs locaux.

Par contre, il faut tenir compte que s'il est vrai que le propriétaire est essentiellement un rentier, le propriétaire est néanmoins aussi, pour une part, un industriel, dans la proportion où il entretient, répare, améliore son immeuble. Or, il est certain que la diminution de 10 % sur les loyers va arrêter net et totalement son activité industrielle. Ces 10 % vont être pris sur son activité industrielle beaucoup plus que sur ses rentes, si bien qu'en fait ce ne sera qu'un transfert de l'activité économique d'une branche dans une autre; ce que pourront gagner en plus les autres industries sera perdu pour le Bâtiment.

On peut donc dire, en résumé, que comme stimulants de l'activité économique par réduction des charges de ceux qui sont les moteurs de l'activité économique en régime capitaliste : les industriels, au sens large du mot, — les décrets-lois sont inopérants. Il nous reste à voir certaines autres de leurs conséquences, par lesquelles les décrets-lois ne sont plus seulement inopérants, mais néfastes — en se plaçant toujours au point de vue uniquement de l'activité économique.

II. — La déflation et l'accumulation du capital

On commence maintenant généralement à se rendre compte que les crises de « surproduction » sont dues... au manque de production. C'est parce que la bourgeoisie cesse de transformer une part suffisamment grande de ses profits en capital que la crise se produit, et c'est parce qu'elle continue, la crise une fois éclatée, et bien que pour des raisons différentes, à ne pas transformer son profit en capital, à « thésauriser » comme l'on dit, que la crise se poursuit. Sortir de la crise, c'est cesser de thésauriser, c'est accroître la production (et par cela même les possibilités de consommation) en transformant en capital « productif » les moyens d'achat thésaurisés : billets, or, stocks. Accroître le profit du capital « productif », c'est le grand moyen de pousser à cette transformation. Le grand moyen d'accroître ce profit, nous l'avons vu, est — indépendamment de l'accroissement du degré d'exploitation du prolétaire — la réduction des dettes. Mais celle-ci peut s'accompagner de phénomènes secondaires qui, eux, poussent également, comme la réduction des dettes elle-même, à l'extension de la production, ou, au contraire, la réduisent. C'est là la grande différence entre l' « inflation » et la « déflation », entre la réduction de la valeur réelle des dettes par la hausse générale des prix et une réduction de leur valeur nominale incorporée dans un système général de baisse des prix.

Ce qui fait de l'inflation un admirable accélérateur de la transformation du profit en capital, c'est que le profit non transformé en capital, emmagasiné sous forme de signes monétaires, perd au fur et à mesure de sa valeur : les prix montant, on pourra donc acheter avec la même somme de moins en moins de marchandises. C'est donc la fuite devant l'argent, la transformation la plus rapide possible en « valeurs réelles », c'est-à-dire en capital productif, des profits réalisés. Avec la « déflation », c'est tout le contraire. L'argent acquiert de plus en plus de valeur au fur et à mesure que baissent les prix; rien donc ne presse de le transformer en valeurs réelles : thésaurisons!

Si vous ajoutez à cela que l'industriel est obligé généralement d'acheter ses matières premières avant de vendre ce qu'il aura fabriqué avec elles, et le commerçant d'acheter avant de revendre, que par suite ils subiront, dans le cas d'une baisse générale des prix, une perte, au moins nominale, tandis que dans le cas de la hausse des prix ils réaliseront, au moins nominalement, un surprofit, que par conséquent ils tendent dans le dernier cas à acheter, et dans le premier à s'abstenir, vous comprendrez que

la déflation, partout où elle a été tentée, qu'elle s'accompagne ou non d'une réduction des dettes, entraîne un ralentissement de la vie économique, une aggravation de la crise quand il y a crise. Vous l'avez vu avec la déflation Doumergue qui a arrêté net le mouvement de reprise de 1933, et qui a amené toutes les branches de production françaises à produire moins en 1934 qu'en 1933, alors que dans le monde entier tous les indices de production continuaient à croître. Et vous le verrez également avec la déflation Laval qui arrêtera non moins nettement le léger mouvement de reprise qui s'est dessiné ces dernières semaines, à la suite des espoirs d'inflation qu'avaient fait naître les sorties d'or du mois de mai.

Ainsi, si les décrets Laval éloignent la perspective de la nécessité de l'inflation pour raisons budgétaires, ils rapprochent l'inflation pour raisons économiques.

Pourquoi la déflation ?

La « déflation » du 15 juillet a donc tous les aspects d'une préface à l'inflation. Pourquoi cette préface?

Une raison en est claire. L'excitation que l'inflation est susceptible de provoquer dans l'activité économique mettra nécessairement le prolétariat en meilleure posture pour obtenir des conditions de vie un peu meilleures que celles auxquelles, grâce à la crise, on l'a réduit. Déjà, profitant de la reprise de ces dernières semaines, si faible qu'elle ait été, il a pu obtenir, par-ci par-là, quelques améliorations. Or, si la crise s'achevait sans qu'on ait tiré d'elle le maximum pour l'accroissement du taux de la plus-value, les améliorations que la « reprise » permettrait à la classe ouvrière d'obtenir partiraient d'un niveau qui ne serait pas le plus bas possible, celui au-dessous duquel l'homme ne peut plus vivre; autant de perdu pour la bourgeoisie.

Il faut donc se hâter de le ramener à zéro. Pour cela, il convient de niveler au plus bas le niveau général, en diminuant les salaires des corporations, telle celle des fonctionnaires, qui avaient pu jusqu'ici se défendre mieux que les autres; en outre, grâce à l'aggravation de crise que produira la « déflation », essayer de descendre encore plus bas.

Une fois — et une fois seulement — qu'on sera assuré qu'il n'est absolument plus possible de descendre encore plus bas, on se risquera à la piqûre d'arsenic : je veux dire à l'inflation.

R. LOUZON.

LETTRE D'ALLEMAGNE

Berlin, juillet.

Partout, on voit des mécontents. La grande masse de la population souffre de la hausse des prix, car les prix pour les choses les plus nécessaires, pour les vivres, les vêtements, le savon, etc., montent constamment. Partout le pouvoir d'achat diminue, beaucoup de commerçants sont acculés à la faillite. Un grand nombre d'artisans n'ont que très peu de travail. En même temps, la lutte religieuse irrite les classes moyennes.

Au cours des derniers mois, la classe ouvrière eut deux occasions de démontrer clairement sa position vis-à-vis du fascisme — naturellement dans la mesure où c'est possible sous le joug fasciste.

La première occasion fut les élections pour les « conseils de confiance ». On sait ce que sont ces « élections » dans un régime fasciste. Malgré la terreur, une très forte partie des ouvriers — d'après nos renseignements très exacts ce sont de 40 à 50 % — ont protesté contre le fascisme : les uns par l'abstention, d'autres en déchirant ou rayant toute la liste des candidats proposés, d'autres enfin en rayant sur cette liste les représentants les plus en vue de l'hitlérisme.

La deuxième occasion se présenta lors des fêtes du 1er Mai. Certes, cette année, comme les précédentes, des centaines de milliers d'ouvriers et de chômeurs furent conduits par force au lieu de la fête. Mais toutes les nouvelles qui nous sont parvenues de Berlin, de Munich, Breslau, Mannheim, Lubeck et d'autres villes, confirment que partout la participation aux fêtes fut considérablement inférieure à celle de l'année 1934. Parmi les participants, on ne pouvait remarquer aucun intérêt, sans parler d'un enthousiasme quelconque. Au contraire, partout des milliers d'assistants essayaient de quitter les meetings avant la fin et de forcer les barrages, tentatives qui amenèrent dans quelques villes des bagarres sanglantes entre les ouvriers et les troupes de protection hitlériennes (S.S.).

On constate partout que le prolétariat commence — lentement — à reprendre ses forces et du courage. On commence à discuter et souvent on critique ouvertement le régime.

Il est faux de penser que la résurrection du service militaire obligatoire et les autres préparatifs de guerre (qui sont d'ailleurs immenses) aient provoqué un enthousiasme général. On a entendu maintes fois et dans toutes les classes des expressions d'anxiété et de critique. Les organisations ouvrières clandestines combattent avec ardeur et grand courage le militarisme allemand. Le S.A.P. (Parti socialiste ouvrier) a distribué un tract qui appelle à la lutte contre les armements hitlériens.

La réponse du fascisme est une terreur renforcée. La persécution des juifs prend des formes jusqu'alors inconnues même en Allemagne. Des ouvriers socialistes et communistes sont arrêtés par milliers, les tortures deviennent toujours plus cruelles, un grand nombre ont été tués. La justice sévit. Un exemple : 18 camarades du S.A.P. furent condamnés pour leur travail politique à des peines de réclusion allant jusqu'à 90 ans. Inutile de dire que tous ont été torturés pendant de longues semaines. Les mois qui viennent verront des procès innombrables contre les militants illégaux. A Hambourg, l'ouvrier Fiete Schulze fut décapité parce qu'on le rendait responsable, en sa qualité d'ancien militant du « Front Rouge », de bagarres sanglantes datant de 1932. Beaucoup d'autres sont menacés d'exécution « légale ».

XXX.

SOLIDARITÉ POUR NOS FRÈRES ALLEMANDS

Dix-huitième liste (avril-mai-juin). — G. T. (Creuse), 40; Mlle Pétrement, 20; G. (Loire), 20. — Total au 30 juin : 80 fr. — Listes précédentes : 21.215 fr. 80. — Total général : 21.295 fr. 80.

Nous publierons prochainement la répartition de cette somme. Dès aujourd'hui, félicitons-nous de son importance. La solidarité internationale, chez les hérétiques, n'a pas été un vain mot.

TABLETTES

*Curieux de mon naturel, j'avais assisté l'autre quinzaine, salle de la Mutualité, au premier meeting formule front populaire. Les citoyens Maurice Thorez, Léon Blum et Edouard Daladier y prirent la parole devant un auditoire des plus enthousiastes. Quelle belle chose que la politique! De ces trois hommes, un seul pouvait-il prétendre au bénéfice de la sincérité ? Quand Blum parlait de l'intelligence de « son ami » Thorez, avait-il oublié les campagnes, les injures, la candidature contre lui de ce même Thorez? Thorez, de son côté, ne pensait-il plus aux années où son parti portait les plus durs de ses coups au socialisme et à ses militants ? Avait-il oublié le « Daladier et Frot en prison » de l'*Humanité *du 7 février 1934? Quant à Daladier, avait-il perdu le souvenir de sa riposte haineuse de président du conseil à la veille de sa chute : « Moi, monsieur Blum, je n'ai ni capitaux, ni capitalistes à défendre » ? Aucun des trois, certainement, n'avait oublié le passé, et cependant ils étaient là, ensemble, associés, unis, souriants sous les acclamations de la foule.*

Il est possible que le front populaire apparaisse à la masse des militants comme la bonne formule pour mener contre le fascisme la lutte nécessaire. Sans doute a-t-on enfin compris que cette lutte serait préventive ou qu'elle ne serait pas. Ce n'est pas quand le fascisme triomphe qu'il est temps de lutter contre lui; si vous êtes incapables de lui barrer la route du pouvoir, il vous écrase et vous devez le subir. Mais enfin, même pour cette lutte antifasciste, des militants, qui se rappellent certaines faiblesses et pour qui les précédents historiques ont une valeur permanente, eussent préféré au front populaire informe et disparate le bloc des organisations ouvrières, des organisations politiques et syndicales du prolétariat, le Cartel antifasciste du Travail. Préférence non point sentimentale, mais basée sur la certitude que le bloc de classe constitue la force essentielle de l'antifascisme et qu'il est seul capable de tenir le coup.

Et quand on a entendu le citoyen Daladier à la tribune de la Mutualité justifier sa tentative de prélèvement sur les traitements des fonctionnaires alors qu'il était au pouvoir, lorsqu'on l'a entendu dire : « A ce moment-là, vous ne m'avez pas compris; je voulais, par un prélèvement modique de quelques sous par jour, faire un geste symbolique qui eût ramené la confiance et fait sortir des coffres les milliards de billets thésaurisés », *et qu'on a vu, avec stupeur, la foule socialiste et communiste ne pas protester contre de telles paroles, lorsqu'on a entendu et vu, on ne peut pas ne pas faire au doute sa place :*

« Ce front populaire, sous prétexte d'antifascisme, n'est-ce point seulement une affaire de gouvernement ? »

Car, enfin, cette formule de Daladier est également la formule de Laval, c'est également pour faire sortir des coffres les milliards de billets thésaurisés, c'est aussi au nom de la confiance que Laval frappe si durement nos amis fonctionnaires. Il y a entre Daladier et Laval accord de principe sur la diminution des traitements : le désaccord ne subsiste que sur les pourcentages de diminution.

Le 14 juillet, participant au « Rassemblement populaire » avec ma corporation, dans le groupe syndical — le seul qui n'eût point de drapeau tricolore (1) *— je me remémorais cette soirée de la Mutualité et, assistant, place de la Nation, au défilé des postiers et des instituteurs, je pensais tout particulièrement à la phrase de Daladier, de ce même Daladier que les dirigeants communistes saluaient du cri de : « Daladier au pouvoir ! » Postiers et instituteurs étaient venus en masse au Rassemblement populaire. Ils étaient très nombreux et mettaient une belle ardeur à affirmer leurs sentiments; le groupe précédent, le nôtre, celui de l'industrie privée, avait paru morne et sans entrain. Mais postiers et instituteurs étaient-ils bien sûrs de n'être point les dupes de cette journée? Dupes parce qu'ils croyaient agir alors que, le lendemain, les décrets-lois devaient les frapper. Dupes parce qu'ils s'embrigadaient dans les rangs d'une nouvelle formation gouvernementale, le Cartel de toutes les gauches y compris les communistes, dont le chef présomptif avait, quelques jours auparavant, justifié en principe la diminution de leurs traitements.*

*On doit la vérité d'abord à ses amis. Nos amis postiers et instituteurs me permettront de consigner ici ma surprise. Que le gouvernement Laval-Herriot-Frossard — s'il y a à l'*Humanité *la consigne de ne point parler d'Herriot, cette consigne ne vaut pas pour nous — que ce gouvernement ait pu porter une si grave atteinte à leur situation matérielle, plus grave que toutes celles qui furent jusqu'ici envisagées, sans que, au lendemain même de la publication des décrets-lois, une riposte d'action directe se produisit, cela me dépasse. Car, enfin, la manifestation du vendredi à l'Opéra fut réussie, c'est entendu, mais, d'une part, elle est venue tard, et, d'autre part, elle était loin d'être en proportion avec l'attaque.*

Une partie des instituteurs étaient en vacances. Ne pouvaient-ils quand même rien tenter ? Et les postiers ? Je sais bien que Mandel avait fait jouer le plus bas des sentiments, qu'il avait préparé les postulants, nombreux paraît-il, à un emploi dans les P.T.T. à remplir le rôle de briseurs de grève et qu'il a pu paraître aux militants que décider la grève c'était tomber dans un piège habilement tendu. Mais, précisément, la seule riposte effective eût été la grève des P.T.T. dès le mercredi matin. Or, n'ayant pas de grève, Mandel a pu se frotter les mains : ses mesures d'intimidation avaient réussi, un jalon de plus était posé pour lui sur la route de la présidence du conseil. C'était dans l'absence de grève qu'était le piège si bien dressé. J'ajouterai que seul un mouvement des postiers aurait pu entraîner les cheminots, frappés eux aussi, et les personnels des services publics parisiens — qui, paraît-il, ne se rendent pas compte qu'ils sont également touchés. (Ils croyaient, les pauvres, être à l'abri parce qu'ils avaient élu un Conseil général de gauche !)

Loin de moi l'idée de m'ériger en censeur des organisations responsables ! Peut-être y a-t-il à l'origine de ce qu'on peut, sans forcer la vérité, appeler une capitulation la capitulation individuelle de chaque fonctionnaire qui, sous diverses pressions, semblait en être arrivé à se considérer comme un privilégié et à avoir un peu honte de son traitement — ce en quoi il avait bien tort. Mais il est des moments — on appelle ça les moments décisifs — où l'organisation risque de se faire plus de mal en ne faisant rien ou presque qu'en se lançant, vaille que vaille, dans la lutte. Peut-être allait-on à un échec ? L'échec n'était pas sûr du tout. Tandis qu'on peut se demander si, pour continuer à vivre, les organisations de fonctionnaires n'ont pas sérieusement compromis leurs raisons de vivre...

Les jours qui viennent seront durs pour le syndicalisme des fonctionnaires. Que sera demain ? Surtout, que nos amis n'espèrent pas rétablir leur situation en portant Daladier au pouvoir en Mai 1936! Seules, leur force syndicale et leur action syndicale — qui, après tout, n'ont pas encore dit leur dernier mot — sont capables de remonter la pente, comme la force et l'action syndicales sont seules capables d'empêcher le fascisme. Ce ne sont pas là des mots. C'est la réalité de chaque jour.

M. CHAMBELLAND.

(1) De ces drapeaux tricolores dont le parti communiste avait acheté un stock pour en parsemer le cortège !

FAITS ET DOCUMENTS

Un vote d'union sacrée au Conseil Municipal de Paris

A la séance du Conseil municipal de Paris du 5 juillet s'est posée, comme chaque année, la question de l'organisation de la fête nationale du 14 juillet. Le syndic, M. Victor Bucaille, déposa le projet traditionnel de crédits : subventions aux comités d'arrondissement, pavoisement et illumination des monuments, représentations gratuites, revue de l'armée avec distribution d'un quart de vin aux troupes, etc...

Un conseiller communiste, le camarade René Le Gall (ancien secrétaire du syndicat unitaire des terrassiers) réclama, au nom de la fraction, la suppression de la retraite aux flambeaux et de la revue. Très bien, pourrions-nous dire. Cependant, comme sa proposition n'était pas mise aux voix et qu'un scrutin avait lieu sur le projet officiel, que fit Le Gall? Que fit la fraction communiste?

C'est simple, mais de mauvais goût : ils votèrent pour le projet officiel, *ils votèrent pour la revue militaire.* Et ce en compagnie de tous les fascistes attitrés, Chiappe en tête. Voici, d'après le *Bulletin municipal officiel* du mardi 9 juillet, page 2.745, ce vote d'union sacrée :

« *Le scrutin auquel il est procédé, sur le rapport de M. Victor Bucaille, relatif à l'organisation des fêtes du 14 juillet, donne les résultats suivants :*

Nombre de votants	88
Majorité absolue	44
Pour	88
Contre	0

« *Le Conseil a adopté.*

« *Ont voté pour :*

« *MM.* Gaston Auguet, *Mario Ballu, Georges Beaufumé, J.-H. Becquet, Léopold Bellan, Béquet, René Berthier, Albert Besson, Alex Biscarre, Gabriel Boissière, Robert Bos,* Raymond Bossus, *André Boulard, Alfred Bour, Raoul Brandon, Fernand Brunerye, Louis Brunessaux, Victor Bucaille, Calmels, de Castellane, Jean Chiappe, Georges Contenot, Georges Copigneaux, André Crussaire, Pierre Dailly, Louis Darquier de Pellepoix, Frédéric Dupont, Duteil, René Failliot, Emile Faure, Fiancette, René Fiquet, Paul Fleurot, de Fontenay, Louis Fourès,* Léon Frot, *Gilbert Gaillard, Louis Gélis, René Gillouin,* Jacques Grésa, *Guillaumin, Georges Haton, Georges Hirsch, Maurice Hirschovitz, Charles des Isnards, Joly, Alfred Lallement, François Latour, Auguste Lefébure,* René Le Gall, *Georges Lemarchand, Le Provost de Launay, Armand Leroux, André Le Troquer, Levillain, Félix Lobligeois, Alphonse Loyau,* Marcel Paul, André Marty, *Armand Massard,* Léon Mauvais, *Lionel Nastorg, Georges Ory, Louis Peuch, Paul Piel, Noël Pinelli, Gaston Pinot, Georges Pointel, Georges Prade, Pressac (de), André Puech, de Puymaigre, Maurice Quentin, Raymond-Laurent, Roger Rigaud, Paul Rivet, Jacques Romazzotti, Auguste Sabatier, Raphaël Schneid, Henri Schnitzer, Louis Sellier, Edouard Soulier, Raymond Susset, Julien Taillard, Henri Torchaussé, Charles Trochu, Raoul Vergeot.*

« *Excusés :*

« *MM. d'Andigné, Victor Constant.* »

Nous avons souligné les noms des conseillers communistes : ils n'ont pas craint de voisiner avec le fasciste Darquier de Pellepoix, non plus qu'avec l'assassin Trochu.

Expliquant son vote, Le Gall déclara :

« M. René Le Gall. — *J'aurais désiré un vote spécial sur la proposition que j'ai eu l'honneur de déposer à la tribune. En l'absence de ce vote, notre fraction communiste s'est ralliée au projet de M. Bucaille pour ne pas priver les petits commerçants du bénéfice de cette subvention.* »

Cette « explication » pourra peut-être satisfaire les électeurs du militant des terrassiers d'hier, aujourd'hui défenseur des bistrots, elle nous paraît d'un grotesque achevé.

ENTRE NOUS

Sur le talon de son chèque postal de réabonnement, Augustine Bazalgette, la compagne du regretté poète, a tracé ces lignes :

« Pouvez-vous m'envoyer quelques exemplaires pour faire connaître la *R.P.* ici ? Elle est aussi utile que le pain. »

Le compliment nous paraît bien gros, car, à chaque numéro, nous mesurons avec une sorte d'amertume la distance entre ce que nous voudrions faire et ce que nous faisons, et chaque jour qui passe nous montre l'écart plus considérable encore qui nous sépare de ce qu'il faudrait faire.

Cependant, nous ne cédons pas au découragement. Si nous ne pouvons faire tout ce qu'il faudrait faire, si nous ne faisons — et nous le faisons mal — qu'une partie de ce que nous voudrions faire, nous avons conscience de répondre à un besoin de vérité : l'existence de la R.P. *n'a jamais paru plus nécessaire qu'en ces journées de juillet où des augures se réunissent — sans rire? — pour duper une fois encore le prolétariat, masse plus avide de grosse caisse que de simple bon sens.*

C'est à l'homme, c'est au militant, à tous ceux qui veulent réfléchir que s'adresse notre revue, c'est à l'ouvrier qui pense qu'elle doit devenir, selon la belle formule d'Augustine Bazalgette, « aussi utile que le pain. »

⁂

Notre souscription (reçu en mai et juin). — Léon Derne (Paris), 5 fr.; Coudrin (Seine), 10 fr.; Chambon (Alger), 10 fr.; Bouveyron (Seine), 10 fr.; Moiny (Paris), 10 fr.; Durand (B.-du-R.), 5 fr.; Prud'homme (Paris), 5 fr.; Leroy (Paris), 10 fr.; Lafferrière (Paris), 5 fr.; Chestier (Paris), 5 fr.; Le Nahélec (Finistère), 5 fr.; Farsy (P.-de-C.), 10 fr.; Meunier (Creuse), 5 fr.; Albert Pelletier (Paris), 10 fr.; Charbonnier (Haute-Loire), 10 fr.; Delarue (Paris), 3 fr.; Gérard (Marne), 6 fr. 50; Dupuy (Paris), 6 fr.; Lucile Pelletier (Paris), 30 fr.; un typo (Paris), 5 fr.; Martel (Paris), 2 fr.; Brunier (Paris), 4 fr.; Lafferrière (Paris), 5 fr. — *Total :* 176 fr. 50

⁂

Reçu et transmis à divers. — Comité Victor-Serge : Mons, 20 fr.; Maurice Vaillard, 10 fr.; Perrot, 5 fr.; C. Loiseau, 5 fr.; Mlle Jouveshomme, 40 fr.; M. D. (Loire), 50 fr.; Duperray, 10 fr.; Deveaux, 10 fr. — *Total :* 150 fr.

Comité Marie-Guillot : Finidori, 20 fr.; Justin, 2 fr.; Thévenon, 15 fr.; Claveyrolas, 5 fr.; L. et P. Monatte, 50 fr.; F. Charbit, 25 fr. — *Total :* 117 fr.

EN SOUVENIR DE MARIE GUILLOT

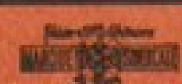
La souscription qu'avait annoncée la *Révolution Prolétarienne* a été rapidement couverte. Voici les sommes reçues à la date du 14 juillet :

Par Cornec (Finistère)	1.824 »
Par Brayet (Rhône)	1.550 »
Par Barrué (Gironde)	1.322 »
Soit un total de	4.696 »

La souscription peut être considérée comme close. Toutefois, on acceptera avec reconnaissance les envois des camarades retardataires, qui sont priés d'adresser leur obole à : *Brayet,* 25, *rue des Charmettes, Villeurbanne (Rhône), chèque postal* 182-94 *Lyon.*

La Cootypographie, 11, r. de Metz, Courbevoie. Tél. 260.

Le gérant : M. Chambelland.



LA COOTYPOGRAPHIE, 11, R. DE METZ, COURBEVOIE

